

Décision du Président n°D2022/08

Convention relative à l'analyse de l'impact sur le réseau électrique d'un projet d'installations de bornes de recharge de véhicules électriques entre le SMOYS et Enedis

Monsieur le Président du SMOYS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2019-PREF-DRCL-177 du 29 mai 2019 portant modification des statuts du Syndicat Mixte Orge-Yvette-Seine pour l'électricité et le gaz,

Vu la délibération du comité syndical n° 2020-19 du 8 octobre 2020 arrêtant les attributions déléguées au Président pour la durée de son mandat,

Vu la délibération 2022-34 portant modification de la délégation du Comité Syndical au Président,

Vu le contrat de concession avec Enedis en date 2 juillet 2019

Vu la délibération n° 2022-29 adoptant le schéma directeur de déploiement des infrastructures de recharges pour véhicules électriques (IRVE)

Considérant que le SMOYS et Enedis ont collaboré lors de la phase d'élaboration par le SMOYS de son schéma directeur de développement des infrastructures de recharges ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables (SDIRVE) sur son territoire concessif.

Considérant que cette collaboration a porté sur des sujets liés à l'état des lieux du développement de la mobilité électrique et des infrastructures de recharge (IRVE) sur le territoire, l'évaluation des besoins en IRVE à moyen et long terme ou encore sur l'évaluation des capacités d'accueil du réseau de distribution.

Considérant que suite à la finalisation de ce SDIRVE et à sa validation le 17 mai 2022, il est nécessaire de signer une convention qui a pour but de cadrer la collaboration entre le SMOYS et Enedis, pour la phase de déploiement des IRVE dans le cadre de ce SDIRVE.

Décide

ARTICLE 1 : de signer la convention relative à l'analyse de l'impact sur le réseau électrique d'un projet d'installations de bornes de recharge de véhicules électriques, entre le SMOYS et ENEDIS, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès du SMOYS, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif de Versailles peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible depuis le site internet : www.telerecours.fr

Fait à Sainte-Geneviève des Bois, le 30 septembre 2022

Le Président

Brahim OUAREM

